

# La décroissance : nouvelle utopie ou impasse ?

Une crise écologique majeure est aujourd'hui avérée : pollutions, épuisement des ressources, réchauffement du climat, les menaces sont globales mais visent en premier lieu les populations les plus pauvres. La simultanéité de cette crise écologique avec une crise sociale renforce le caractère inédit de la situation : chômage, précarisation de la force de travail, mise en concurrence des systèmes sociaux par la libéralisation des services publics et de la protection sociale et difficulté à faire face à la crise écologique semblent bien résulter du nouveau régime d'accumulation à dominante financière qu'impulse le capitalisme mondialisé.

Ainsi, la croissance économique infinie est-elle tout d'abord mise en cause pour son productivisme dévastateur, mais, au-delà, les promesses du développement dont pourraient profiter tous les êtres humains n'ayant pas été tenues, elle en vient à son tour à être mise en question. Se saisissant de la problématique de la conciliation entre les objectifs de développement et ceux de préservation de l'environnement, l'O.N.U. a fait adopter par tous les États l'objectif de « développement durable » (ou *sustainable development*) défini en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, dans le rapport Brundtland. Équité intra-générationnelle et équité inter-générationnelle sont au cœur de cette définition : « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Cependant la notion de « soutenabilité » se prête à deux interprétations diamétralement opposées. L'une, dite faible, postule la substituabilité continue entre les facteurs de production, qui sera permise par le progrès technique, à condition que l'on internalise les effets externes, soit par le biais d'une tarification, soit par celui de l'instauration de droits de propriété sur les biens naturels pour en permettre ensuite l'échange libre sur un marché ad hoc. La maximisation de la satisfaction de toutes les générations peut alors être identifiée à une croissance perpétuelle de la consommation par tête. L'autre conception, dite forte, suppose la complémentarité des facteurs, renonce à l'hypothèse de rationalité d'individus isolés et autonomes et envisage une régulation politique à la place de celle du marché. La première conception étant largement dominante, aussi bien parmi les économistes de l'environnement que parmi les décideurs politiques et économiques, le développement durable est récusé par ceux qui pensent qu'il ne sert que de paravent à la poursuite d'une croissance économique sans fin, d'autant que le rapport Brundtland la déclare nécessaire.

Cela explique l'émergence ou la réémergence de critiques du développement allant bien au-delà de la vision du développement durable, devenue au fil des ans largement consensuelle. Parmi elles, figure la décroissance, qui au sens strict signifie la baisse de la production, alliée le plus souvent au refus du développement. D'où vient cette thèse qui a renouvelé une problématique ancienne, que propose-t-elle et quelles en sont les limites ?

## Les trois sources de la décroissance

### ***L'économie politique pessimiste sur l'avenir du capitalisme***

Dès sa naissance, l'économie politique avait attiré l'attention sur le risque d'« état stationnaire » qui guettait le capitalisme. En particulier, Ricardo pronostiquait que, en raison de la diminution des rendements agricoles consécutive à la mise en culture de terres de moins en moins fertiles pour répondre aux besoins d'une population croissante, les rentes versées aux propriétaires fonciers augmenteraient, les prix agricoles et les salaires ouvriers également, et les profits capitalistes seraient finalement entraînés à la baisse : les capacités d'investissement se raréfiant, le capitalisme était condamné à l'état stationnaire.

Malthus aboutit à une conclusion identique, en partie pour la même raison que Ricardo, mais, loin de représenter une menace, la limite qu'engendre la hausse de la rente est salutaire car un frein est mis à la tendance à la croissance démographique exponentielle. De plus, selon lui, l'insuffisance de la demande de consommation et d'investissement, à cause de la concentration de la richesse et du manque de débouchés, condamne à long terme la croissance économique.

Seul John Stuart Mill se réjouit d'une telle perspective. De façon prémonitoire, il dissocie le progrès humain de la croissance économique, fustige le développement illimité de l'agriculture et assigne à l'industrie l'objectif de diminuer le temps de travail. Réduire le temps de travail est l'un des enjeux les plus directs de la lutte des classes depuis l'aube du capitalisme industriel. Et c'est aussi, jusqu'à nos jours, l'une des pommes de discorde, d'une part, entre les keynésiens se référant au Keynes des *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* pronostiquant en 1930 une semaine de 15 heures de travail et ceux plus enclins à se contenter du Keynes régulateur de la *Théorie générale* de 1936, et, d'autre part, au sein de l'écologie politique moderne, partagée entre le mythe de la « fin du travail » rendant illusoire toute recherche du plein-emploi et au contraire l'ambition du partage du travail au fur et à mesure des gains de productivité.

L'économie politique est donc, dès l'origine, traversée par les contradictions qu'engendre le développement du capitalisme. Marx, lui-même, sera à la fois admirateur du « développement des forces productives » et critique des rapports sociaux dans lesquels il se produit. Louant, avec Engels, dans le *Manifeste communiste* de 1848, les mérites de la bourgeoisie d'avoir fait sortir l'humanité de l'état de nécessité, il n'en écrira pas moins dans *Principes d'une critique de l'économie politique* : « La vraie richesse étant la pleine puissance productive de tous les individus, l'étalon de mesure en sera non pas le temps de travail, mais le temps disponible. ». Et « L'économie vraie, l'épargne, consiste à économiser du temps de travail. »

Les questionnements de l'économie politique au sujet de l'avenir de la croissance s'arrêtèrent là. Ensuite, ils ne furent repris qu'aux marges de l'orthodoxie dont le noyau devint au XX<sup>e</sup> siècle la théorie néoclassique. Les économistes qui osèrent mettre en doute les bienfaits de la croissance comme John Galbraith ou la pertinence comme indicateur du produit intérieur brut (P.I.B.) comme Bertrand de Jouvenel furent rares. Toutefois, en 1972, le Rapport au Club de Rome, préparé par une équipe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology dirigée par Dennis Meadows, diagnostiquait les prochaines limites matérielles de la planète. Le rapport se prononçait pour un état d'équilibre global et stable après que les pays riches auraient arrêté leur croissance et que les pays pauvres auraient accompli la leur pour satisfaire leurs besoins essentiels. Critiqué par les tenants d'une croissance perpétuelle, le rapport fut accusé de malthusianisme. La crise économique du début des années 1970 le fit passer au second plan.

### **La décroissance au fondement de l'écologie politique**

Les théories actuelles de la décroissance trouvent également leur source chez quelques ancêtres de l'écologie politique et, pour une part, sont plus ou moins influencées par le courant de l'« écologie profonde » (*deep ecology*).

Sur le plan philosophique, l'auteur majeur est sans conteste Hans Jonas, qui a théorisé en 1979 le « principe de responsabilité » à l'égard des générations futures. Reformulant l'impératif catégorique kantien, il indique que « l'existence une fois donnée réclame légitimement la continuation de son existence ». L'« heuristique de peur » doit hâter les prises de conscience en « prêtant davantage l'oreille à la prophétie du malheur qu'à la prophétie du bonheur ». Jonas récuse la notion d'utopie, notamment l'utopie marxiste selon laquelle l'abondance ferait passer l'humanité du « règne de la nécessité » au « règne de la liberté ». Il préconise donc une attitude de « renoncement » pour les pays développés dont le style de vie est « dilapidateur ».

De son côté, André Gorz a montré que, dans la mesure où le travail a pour finalité l'échange marchand, l'individu n'est plus maître de déterminer lui-même le niveau de ses besoins et celui de l'effort qu'il est prêt à fournir. La rationalité capitaliste recule toujours la limite de la nécessité : elle exclut la notion de « suffisant », incompatible avec la recherche du rendement maximum.

La décroissance trouve aussi dans la pensée anti-institutionnelle d'Ivan Illich l'une de ses sources les plus importantes. Illich a critiqué les institutions de l'école et de la médecine, coupables de priver l'individu de son autonomie et de provoquer une perte de convivialité. L'usage démesuré de la technique engendre une « contre-productivité », dont l'exemple le plus fameux est celui de la vitesse permise par l'automobile : la vitesse réelle est dérisoire si l'on additionne les temps de fabrication, d'entretien, d'embouteillages et de circulation. Illich s'oppose donc à la croissance économique à cause des menaces qu'elle fait peser sur

l'environnement, sur l'autonomie des individus, sur leur créativité, sur leur capacité d'intervention politique et sur leur enracinement dans une culture.

Le sociologue et théologien protestant Jacques Ellul - auquel on associe souvent Bernard Charbonneau - a développé une critique du phénomène technique dans lequel il voit une objectivation de la volonté humaine de maîtriser le monde qui l'entoure. Mais la Raison, au nom de laquelle cette entreprise est menée, n'est qu'une forme de déraison vidant de leur sens les actions humaines. La sortie du système technicien et du productivisme ne pourra alors se faire que par une conversion spirituelle car la médiation politique est impuissante à redonner l'« espérance ».

Bien que l'ensemble de l'écologie politique recouvre une réalité beaucoup plus complexe et différenciée, une fraction en son sein est influencée par le courant de la *deep ecology*. Fondée par le philosophe norvégien Arne Naess, cette notion d'écologie profonde s'est surtout répandue aux États-Unis. Elle prône un radicalisme écologique et oppose un « biocentrisme » à une écologie anthropologique, car toutes les espèces végétales et animales ont droit à la vie, à l'égal de l'espèce humaine. En outre, le biophysicien James Lovelock soutient l'hypothèse selon laquelle la Terre est un être vivant qu'il appelle « Gaia », du nom grec de la déesse Terre. Cette hypothèse (appelée aussi en France « écosophie »), plus proche du *new âge* que de l'écologie politique, est assez peu reprise en Europe. Toutefois, par l'intermédiaire du philosophe environnementaliste britannique Edward Goldsmith et de sa revue *The Ecologist* dont l'édition française est *L'Écologiste*, nombre de théoriciens et de militants de la décroissance se retrouvent au carrefour de l'écologie fondamentaliste, de la critique de la modernité et du retour à la spiritualité.

### **Thermodynamique et complexité ouvrant sur la décroissance**

Le mathématicien-économiste Nicholas Georgescu-Roegen a proposé d'appliquer à l'économie les lois de la thermodynamique. Il s'est attaché à montrer que « l'entropie d'un système clos augmente continuellement (et irrévocablement) vers un maximum; c'est-à-dire que l'énergie utilisable est continuellement transformée en énergie inutilisable jusqu'à ce qu'elle disparaisse complètement ». Selon lui, les activités économiques s'insèrent dans un univers physique soumis à la loi de l'entropie. Le développement économique est donc fondé sur l'utilisation inconsidérée du stock terrestre d'énergie accumulé au cours du temps. Si des progrès peuvent être réalisés pour diminuer l'intensité de la production en ressources naturelles et en énergie, ils sont le plus souvent annihilés par un « effet rebond », c'est-à-dire par l'augmentation plus que proportionnelle de la production. De même, la dématérialisation de l'économie n'est que relative puisque les productions agricole et industrielle continuent de croître en valeur absolue. Selon Hermán Daly, le fait que le système économique est un sous-système de la biosphère confirme l'idée que la croissance économique ne peut être durable.

Parallèlement à la thèse de Georgescu-Roegen, une approche systémique, prenant en compte la complexité, théorisée notamment par Edgar Morin, et les interactions des phénomènes, rompt avec la vision de l'univers en termes de répétitivité, d'immutabilité, de déterminisme et de réversibilité. Elle inaugure une vision en termes d'évolution et d'irréversibilité. Associées, l'approche systémique et celle de la décroissance redéfinissent l'activité économique qui, par essence, provoque des rejets, bouscule les rythmes naturels, réduit la diversité biologique et ne peut qu'accélérer le processus d'entropie, au terme duquel toute différence génératrice de mouvement et de vie aura disparu.

L'application de la loi de l'entropie à la Terre a cependant été contestée par les physiciens car notre planète n'est pas un système isolé, grâce au flux d'énergie solaire qui permet la reproduction et la complexification de la vie. René Passet reprend la notion de « destruction créatrice » de Schumpeter et en conclut qu'il est possible de limiter les dégâts de croissance économique tout en promouvant un développement durable qui se définirait moins par la durabilité des choses que par la reproduction des fonctions. Plus encore, c'est le renouvellement des choses qui permet la reproduction des fonctions.

Il n'en reste pas moins que Georgescu-Roegen reste la principale référence scientifique des théoriciens actuels de la décroissance. Ils y puisent l'idée juste qu'une croissance économique matérielle infinie est impossible dans une Terre limitée, puisque la reproduction et la complexification de la vie se font sur une échelle de temps qui n'a rien de commun avec le temps de la décision humaine. Ils y trouvent également un fondement de la construction de l'indicateur dit d'« empreinte écologique », élaboré par William Rees et Mathis Wackernagel, qui mesure la surface nécessaire pour accueillir toutes les activités humaines. Selon

des calculs de l'organisation *Redefining Progress*, il faudrait aujourd'hui quatre à cinq planètes si toute la population mondiale consommait comme un habitant des États-Unis d'Amérique.

### **De la décroissance au refus du développement et du progrès**

Il n'existe pas un corpus unique et cohérent théorisant la décroissance, entendue comme une diminution de la production. On peut néanmoins dégager un axe principal et fédérateur du courant de la décroissance, c'est celui de la critique radicale du développement et du progrès, allant même jusqu'à récuser définitivement ces notions.

Le premier argument invoqué, notamment par François Partant, Serge Latouche et Gilbert Rist, est de constater que le développement fut, au cours de l'histoire moderne, à partir du xvi<sup>e</sup> siècle, le vecteur de la domination occidentale sur le reste du monde. Domination économique, politique, souvent militaire et surtout culturelle qui a désintégré les économies et les sociétés traditionnelles, sans que les populations ainsi déstructurées et acculturées aient pu, dans leur grande majorité, accéder aux bienfaits supposés du développement.

Ces auteurs récusent ensuite la distinction traditionnelle faite par les économistes du développement entre croissance et développement, la première étant la condition nécessaire mais non suffisante du second, celui-ci intégrant les aspects qualitatifs de l'amélioration du bien-être. Le motif est que, historiquement, on n'aurait jamais constaté l'une sans l'autre, provoquant les mêmes dégâts. Les théoriciens de la décroissance assimilent ainsi l'ensemble de l'économie du développement au paradigme de l'économiste libéral Rostow qui, en 1960, a défini les « cinq étapes de la croissance » conduisant nécessairement au bien-être. Ils assimilent donc ainsi toutes les théories et les stratégies de développement, aussi hétérodoxes qu'elles aient prétendu être, à ce modèle linéaire dans lequel il est impossible de distinguer croissance et développement, pour le meilleur et pour le pire, le bilan étant nettement défavorable.

Il en résulte une dénonciation catégorique du développement « durable », « soutenable », « humain » ou associé à un quelconque autre qualificatif, car il s'agit, selon le mot de Latouche, d'un oxymore. Le développement ne peut être autre que ce qu'il a été, comme naguère certains parlaient du « socialisme réellement existant ». Et s'il n'y a pas d'autre développement que celui-ci, c'est parce que l'Occident a « inventé l'économie », entendue comme activité séparée du reste de la société et lui imposant sa logique de rationalisation. Autrement dit, les théoriciens de la décroissance reprennent la notion de désencastrement forgée par l'historien de l'économie Karl Polanyi, mais en la prolongeant de manière inattendue, tantôt en proposant de réencastrier l'économie dans le social, tantôt en proposant de « sortir de l'économie » pour se défiler définitivement de l'économisme. La décroissance serait alors, selon l'expression de Paul Ariès, un « mot obus », afin de « décoloniser l'imaginaire », ajoute Latouche en reprenant un concept de Castoriadis.

Cette thèse entend donc se situer au niveau de la philosophie politique, puisque nombre de ses théoriciens remettent en cause la philosophie des Lumières qui nous a légué une conception du progrès qu'il ne suffit pas de considérer comme dépassée mais qu'il faut aussi tenir pour nocive, car elle contient en elle la domestication de la nature et un universalisme des valeurs et des droits qui fait fi de la diversité culturelle dans le monde. Ce versant relativiste est revendiqué avec plus ou moins de force à l'intérieur du courant de la décroissance; en fait, il suscite des différends en son sein et constitue l'une des principales raisons conduisant à s'en démarquer.

### **La décroissance controversée**

Les critiques adressées à la thèse de la décroissance et du refus du développement n'invalident pas celles qui sont portées contre le productivisme. Mais elles font état de questions non résolues par les théoriciens de la décroissance. Les unes relèvent du registre économique, les autres, plus complexes, relèvent de la philosophie politique.

#### **La décroissance sans bornes ?**

Si la production diminuait indistinctement, et a fortiori sans limite, dans tous les secteurs d'activité et au sein de tous les pays du monde, deux éléments essentiels seraient oubliés : les tendances démographiques et les besoins humains.

Selon les projections moyennes les plus fiables, la population mondiale augmentera de moitié dans les cinquante années à venir. La croissance démographique n'est plus exponentielle puisqu'elle tendra à se stabiliser, mais la thèse de la surpopulation est tout de même, au moins implicitement, répandue parmi les partisans de la décroissance. Selon Naess, la diminution de la population mondiale est impérative. Jusqu'où ? La question n'a pas de réponse nette : Latouche évoque dans *Le Pari de la décroissance* le nombre de trois milliards, celui de la population vers 1960, date à laquelle l'humanité aurait dépassé une empreinte écologique de 100 p. 100. Mais personne ne se risque à dire comment y parvenir, tellement le principe même de cette proposition va au-delà du malthusianisme, remis au goût du jour dans les années 1970 par le biologiste américain Paul R. Ehrlich, pour rejoindre certaines thèses eugénistes.

Les partisans de la décroissance restent également évasifs sur le point de savoir jusqu'où il faudrait faire décroître la production. Seul Latouche avance l'idée de revenir à « une production matérielle équivalente à celle des années 60-70 ». S'il s'agit du niveau atteint à cette date par les pays riches, cela signifie que les pays pauvres auraient le droit de les rejoindre à ce niveau ; or Latouche récuse le principe même de cette imitation, synonyme selon lui d'acculturation. Sans parler du fait que c'est le productivisme débridé enclenché pendant les Trente Glorieuses dont nous payons le prix aujourd'hui.

L'opinion renvoyant l'extrême pauvreté à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur registre imaginaire, défendue par Latouche dans son article « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », est-elle recevable ? Dans l'état de dénuement d'une grande partie de la population mondiale, peut-on opposer la qualité du bien-être à la quantité de biens disponibles si l'on appelle *développement* la possibilité pour tous les habitants de la Terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation ? En récusant le concept de développement, les théoriciens de la décroissance s'éloignent d'ailleurs de leur inspirateur Georgescu-Roegen qui ne le confondait pas avec la croissance. De même, la déconnexion du développement de la croissance est envisagée par Daly ou par les altermondialistes d'Attac. Par ailleurs, les dégâts, en termes de dégradations et de pollution, occasionnés par le productivisme sont tels qu'ils nécessiteront des activités de réparation très importantes qui constitueront une occasion de croissance du P.I.B., sans qu'elle puisse être considérée comme une amélioration du bien-être par rapport à la situation précédant les dégâts, mais sans laquelle la diminution du bien-être serait indiscutable. La question des transitions pour modifier les sources énergétiques, les systèmes de transports, les modes de chauffage, l'habitat, l'urbanisme, etc., est évacuée. De plus, si la décroissance intervenait de manière globale dans les pays riches, l'impasse serait faite sur la précarisation du salariat intervenue au cours des trente dernières années et sur la recrudescence d'une pauvreté de masse.

Enfin, bien que le P.I.B. soit critiquable en tant qu'indicateur de bien-être, il contient le produit non marchand, vecteur d'une socialisation d'une partie de la richesse produite et d'une redistribution, même si elle est modeste, des revenus. En France, un quart du P.I.B. est socialisé sous forme de services non marchands et près d'un autre quart est redistribué sous forme de transferts sociaux. La réflexion sur l'utilité sociale de la production, c'est-à-dire sur son contenu, devrait s'inscrire dans un programme de recherche visant à réhabiliter la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, comme nous le soutenons. Au contraire, sortir de l'économie monétaire, comme le laissent entendre certains partisans de la décroissance, ne pourrait déboucher que sur un recul des solidarités collectives et un refuge dans les assistances individuelles, familiales ou communautaires, pendant que les compagnies d'assurances prospéreraient sur fond de désocialisation de la richesse.

### ***Une épistémologie contestable ?***

À trop répéter que l'économie a été inventée par l'Occident, on risque de confondre l'acte de production - qui est une catégorie anthropologique - et les conditions sociales de sa réalisation - catégorie historique -, ou le « procès de travail en général » et le « procès de travail capitaliste », comme disait Marx. D'où les assimilations par certains théoriciens de la décroissance entre l'économie et le capitalisme, leur affirmation qu'avant le capitalisme il n'y avait pas d'économie, leur refus de considérer avec attention les expériences d'« économie solidaire » et plus généralement tout projet d'économie non capitaliste. Car tout raisonnement économique est jugé economiciste. Selon cette thèse, l'« effondrement environnemental n'est que la conséquence de l'effondrement symbolique et institutionnel de la société » pour reprendre la

formule de Paul Ariès : tout se joue donc au niveau des représentations, tandis que les logiques matérielles et les rapports de force disparaissent.

Le paradoxe est que le courant de la décroissance adopte une posture très critique à l'égard du capitalisme. Mais la critique de celui-ci se fait le plus souvent au nom du passé. Les communautés traditionnelles sont magnifiées alors qu'elles connaissaient pour la plupart des phénomènes de domination, notamment des hommes sur les femmes. Bien que plusieurs théoriciens de la décroissance les plus en vue, notamment les théoriciens français, ne soient aucunement liés au courant de l'écologie profonde, les thèses de celle-ci voisinent avec celles de la décroissance. Si la Terre est un être vivant ressortissant à un ordre cosmique autonome et supérieur à l'espèce humaine, elle est sacralisée et l'ordre social est biologisé. La société est un corps biologique qui se décompose sous les coups de l'occidentalisation, rongée par le cancer de la modernité. Il y aurait donc une essence humaine dont la science et la modernité nous auraient dépossédés, en même temps qu'elles nous auraient fait quitter un ordre naturel qu'il s'agit de retrouver. Critiquant cette approche, Cyril Di Méo soutient que la recherche d'un ordre supposé naturel rassurant serait la transposition des angoisses devant le tragique de l'existence : le refus de la finitude de l'Homme dans un univers qui apparaît comme infini conduit à se réfugier dans des arrière-mondes religieux.

L'un des sous-courants de l'écologisme, l'« écoféminisme », associe la fertilité féminine à la fertilité biologique; ainsi, les femmes sont-elles les mieux à même de respecter la nature malmenée par le système patriarcal et d'aller vers la décroissance. Cette vision naturalise la position de dominé(e) et est à l'opposé de l'idée de genre qui vise à analyser les constructions socioculturelles des rapports entre les sexes.

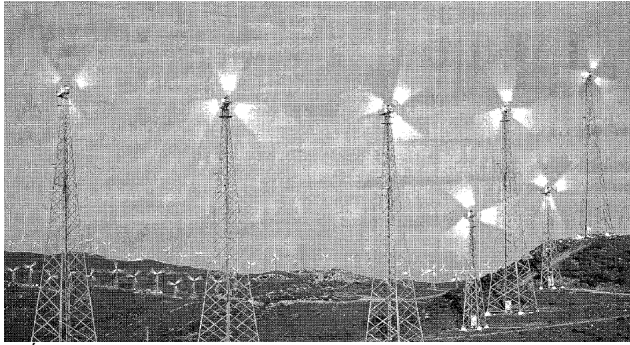
La naturalisation des conditions sociales et le retour du religieux vont de pair avec la délégitimation du politique. L'espace politique comme lieu de médiation et de transformation est répudié au nom d'une radicalité libertaire ou religieuse, comme chez Charbonneau ou Ellul, et la méfiance s'installe vis-à-vis de l'État-providence et de ses institutions, comme chez Illich.

Sur quoi fonder l'écologie demande Goldsmith ? Pas sur la science mais sur la foi, répond-il. Il s'agit donc de réenchanter le monde, ainsi que le dit aussi Latouche. Alors que la modernité avait laïcisé la société, confinant la religion à la sphère privée, le religieux est réintroduit dans l'ordre politique pour détruire celui-ci comme lieu de construction de la cohabitation entre les humains. Nous sommes à l'opposé de la conception de Gorz tendant à concilier « écologie et politique ».

Pour les théoriciens de la décroissance et du refus du développement, la coupable est finalement la Raison, confondue avec la rationalité capitaliste, qui a désacralisé, « désenchanté » le monde. La nécessaire critique de l'instrumentalisation de la Raison tombe alors dans un relativisme qui met sur le même plan la science et la croyance. Or, s'il existe des croyances au sein de la science - l'économie en est un bel exemple -, la science possède des garde-fous - la Raison et la vérification - qui lui évitent de se perdre dans la crédulité. Derrière la critique de la Raison, il y a le rejet des Lumières et de l'idée même que puissent être construits des droits universels.

Le début de succès des thèses en faveur de la décroissance est dû, au moins en partie, aux échecs des expériences du xx<sup>e</sup> siècle et notamment à la difficile prise en compte par les mouvements sociaux et le marxisme traditionnel de la dimension de l'écologie. Celle-ci est devenue un impératif. Son inscription dans le champ social et politique en est un autre. Mais elle implique l'abandon de l'idée qu'il existe un ordre social naturel. La synthèse entre des objectifs sociaux (un développement au service de tous) et des préoccupations écologiques (une soutenabilité de ce développement) est à ce prix. La nature ne peut être ni *objet*, comme dans le capitalisme productiviste, ni *sujet*, théorisé par l'écologie profonde, mais un *projet* puisque l'Homme porte seul la responsabilité de le penser. Un humanisme de notre temps ne pourrait-il concevoir un développement véritablement soutenable, socialement et écologiquement, alliant l'équité intragénérationnelle et l'équité intergénérationnelle ?

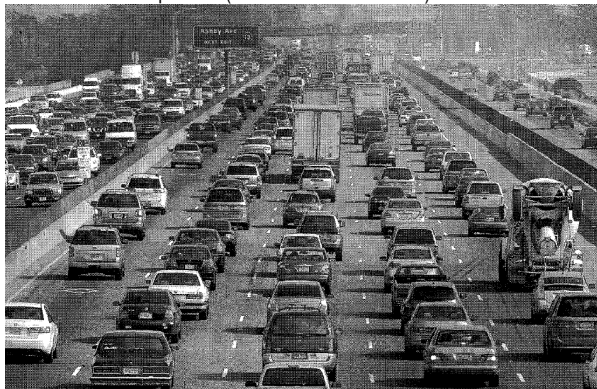
Jean-Marie HARRIBÉY



Énergie renouvelable, l'éolien est pourtant contesté par les partisans de la décroissance car il est promu et tenu par de grands groupes industriels pour seulement diversifier les sources de production énergétique, se donner des airs de vertu auprès du grand public, mais n'a en réalité aucunement vocation à remplacer les sources d'énergie fossile destructrice de la planète. (K.-H. Haenel/zefa/Corbis)



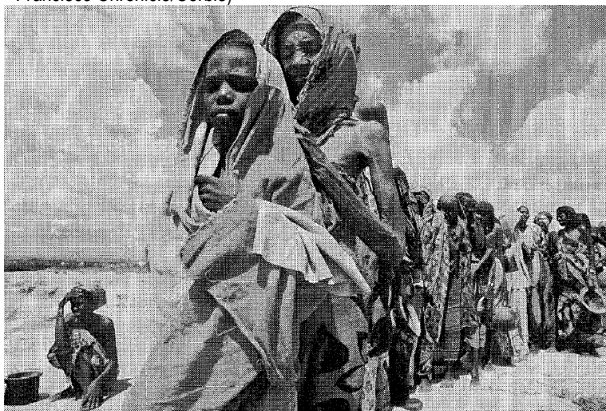
Récolte de soja génétiquement modifié dans une ferme de l'État du Mato Grosso, au Brésil. L'agriculture intensive, tenue par de grands propriétaires, consommatrice d'engrais et de pesticides, intégrée aux échanges mondiaux, est un contre-modèle pour les « objecteurs de croissance ». (P. Fridman/Corbis)



Pour les défenseurs de la décroissance, l'invention de l'automobile est tenue pour une catastrophe culturelle et environnementale majeure : promotrice d'un individualisme obtus, consommatrice d'une énergie fossile polluante, non biodégradable dans nombre de ses composants, à l'origine d'un urbanisme de circulation inhumain et laid. (M. Constantini/San Francisco Chronicle/Corbis)



Déchargé à New Delhi en 2007. Le traitement et le recyclage des déchets et ordures est un problème environnemental majeur à l'échelle du monde. (M.Romana/AFP/Getty)



Somaliens dans l'attente d'une distribution de l'aide alimentaire, en 1992. Au-delà d'une répartition équitable des ressources alimentaires dans le monde, les partisans de la décroissance prônent une politique volontariste de réduction des naissances dans le monde par la généralisation du droit à l'avortement, de l'éducation sexuelle, des moyens contraceptifs. (L. Stone/Sigma/Corbis)

• P. ARIES, *Décroissance ou barbarie*, Golias, Villeurbanne, 2005 • ATTAC, *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, J. M. Harribey dir., Mille et une nuits, Paris, 2004 • COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT, *Notre Avenir à tous*, rapport pour les Nations unies, G. H. Brundtland dir., Fleuve, Montréal, 1987 • H. E. DALY, « Il n'y a pas de croissance durable », in *Transversales Science/Culture*, n° 13, janv.-févr. 1992 • C. Di MÉo, *La Face cachée de la décroissance. La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*, L'Harmattan, Paris, 2006 • P. R. EHRLICH, *Population Bomb*, New York, 1968 (trad. franç. La Bombe P, Fayard, Paris, 1972) • J. ELLUL, *La Technique, ou l'Enjeu du siècle*, Armand Colin, Paris, 1954, rééd. Economica 1990 • N. GEORGESCU-ROEGEN, *The Entropy Law and the Economic Process*, Cambridge (Mass.), 1971 (trad. franç. La Décroissance : entropie-écologie-économie, Paris, 1979, 2<sup>e</sup> éd., Sang de la terre, 1995) • E. GOLDSMITH, *The Way, an Ecological World-View*, Boston, 1993 (trad. franç. Le Défi du XXI<sup>e</sup> siècle. Une vision écologique du monde, éd. du Rocher, Monaco, 1994) • A. GORZ, *Écologie et politique*, Seuil, Paris, 1975; *Métamorphoses du travail. Quête du sens, critique de la raison économique*, Galilée, Paris, 1988 • J.-M. HARRIBEY, « La Richesse au-delà de la valeur », in *Revue du MAUSS*, n° 26, 2005 • I. ILLICH, *La Convivialité*, Seuil, Paris, 1973 • H. JONAS, *Das Prinzip Verantwortung. Versuch einer Ethik für die technologische Zivilisation*, Francfort-sur-le-Main, 1979 (trad. franç. Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique, Cerf, Paris, 1990) • S. LATOUCHE, *L'Occidentalisation du monde*, La Découverte, Paris, 1989; « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », in C. Comelieu dir., *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, P.U.F., Paris, 2003 ; *Le Pari de la décroissance*, Fayard, 2006 • K. MARX, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie* (ms. 1857-1858), éd. posthume, Moscou, 1939-1941 (trad. franç. Principes d'une critique de l'économie politique, vol. 2, Gallimard, 1968) • D. MEADOWS et al, *Limits to Growth*, rapport, New York, 1972 (trad. franç. Halte à la croissance ?, Fayard, 1973) • J. S. MILL, *Principles of Political Economy*, 1848 (trad. franç. Principes d'économie politique, Paris, Dalioz, 1953) • A. NAESS, « The Shallow and the deep long range ecology movement. A summary », in *Inquiry*, n° 16, 1973 • F. PARTANT, *La Ligne d'horizon. Essai sur l'après-développement*, La Découverte, Paris, 1988 • R. PASSET, *L'Économique et le vivant*, Payot, Paris, 1979, 2<sup>e</sup> éd. Economica 1996 • G. RIST, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences politiques, Paris, 1996, 2<sup>e</sup> éd. 2001.